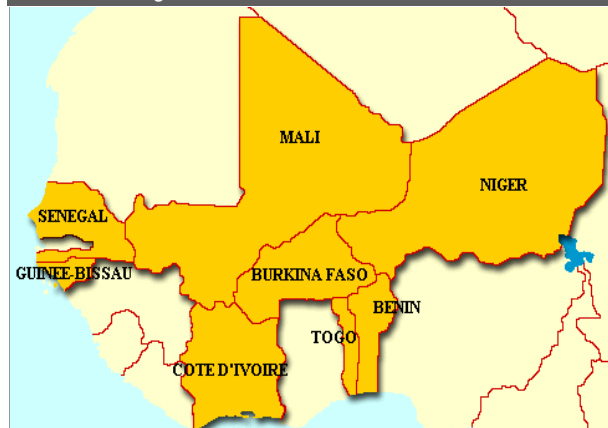


Introduction

Le secteur de la microfinance en zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) se rapproche progressivement de l'autosuffisance financière à travers le développement de ses activités notamment marqué par un portefeuille de prêts qui évolue plus rapidement que le nombre d'emprunteurs qui lui est rattaché. Malgré cette croissance d'activité et une amélioration de la qualité du portefeuille, le secteur ne parvient toujours pas à atteindre la rentabilité en raison de son faible taux de rendement du portefeuille de prêts et de charges d'exploitation en augmentation. Au niveau de la réglementation, les huit pays qui constituent la zone UEMOA sont liés par des accords économiques et une monnaie unique, le Franc CFA régit par l'autorité d'une banque centrale, la BCEAO. Tout comme la zone économique CEMAC¹ qui fonctionne sur des bases institutionnelles similaires, l'UEMOA

Carte de la Région UEMOA



Données statistiques 2007

Superficie : 3 509 600 km²
Population : 839 788 706 habitants
PIB nominal : 30 419 milliards FCFA
Taux de croissance annuel : 3,15%
Taux d'inflation annuel : 3,15 %

Sources : www.bceao.int, www.banque-france.fr, www.cia.gov.

Table des Matières

Introduction	1
Evolution de la loi PARMEC	2
Analyse	3
Financement	4
Performances disparates	7
Conclusion	8
Définitions des indicateurs	11
Tableaux Benchmark Afrique	13

bénéficie d'une législation régionale pour le secteur de la microfinance. Cette loi, appelée PARMEC², a jusqu'ici favorisé les IMF de types mutualistes principalement en les exonérant d'impôt sur les bénéfices mais aussi en les autorisant à collecter l'épargne volontaire de leurs clients. Cette spécificité propre à ce secteur vient modeler des caractéristiques uniques : en médiane, 70% du portefeuille brut de prêts est financé par cette collecte d'épargne allant jusqu'à plus de 100% pour certaines IMF et pour notre

1. CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale)

2. PARMEC (Projet d'assistance à la réglementation des mutuelles d'épargnes et de crédit)

Tableau 1 La microfinance en zone UEMOA en un clin d'œil (évolution 2006-2007)

	2006	2007	Evolution
Bureaux	1 098	1 161	6%
Personnel	4 844	5 533	14%
Emprunteurs	638 000	685 224	7%
% femmes emprunteuses	71,1	63,7	-10%
Portefeuille de prêts (USD)	405 665 125	524 802 972	29%
Total Actif (USD)	636 283 090	841 555 392	32%
Rendement de l'actif (%)	-0,8	-0,75	-6%
Epargnants	1 656 750	1 874 532	13%
Epargne (USD)	328 349 362	456 452 617	39%
PAR 30 (%)	6,3	2,75	-56%
PAR 90 (%)	3,6	3,65	1%

NB: Les résultats sont les médianes des échantillons 2006 et 2007; Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

échantillon malien. En terme de volume et sur cet échantillon, l'épargne volontaire représente 82% du total de l'encours de prêts qui s'élève à 265 151 000 000 FCFA (583 225 000 \$ US³) et est en progression sur notre échantillon tendance 2006-2007 de +39% en volume et 13% en nombre d'épargnants. L'activité crédit est elle aussi en croissance avec +29% en terme de volume d'encours de prêts et 7% d'emprunteurs supplémentaires.

Tout comme dans notre première étude du genre «Benchmarking de la microfinance en zone UEMOA 2006» parue l'an passé, six des huit pays constituant l'Union sont représentés dans notre échantillon 2007, n'ayant pu faire participer des IMF de Côte d'Ivoire et Guinée Bissau. L'échantillon d'IMF passe de 26 à 37 IMF, chaque pays contribuant à cette hausse exception faite du Burkina Faso. L'échantillon « tendances 2006-2007 » constitué de 26 IMF nous a permis de suivre l'évolution des performances de groupe de pairs, notamment par pays afin de dessiner des caractéristiques nationales.

Evolution de la loi PARMEC⁴

L'intensification de l'offre et de la demande de services de microfinance dans la zone UEMOA a considérablement modifié le paysage sectoriel poussant la

BCEAO à revoir la loi PARMEC qui régit le secteur depuis 1993 afin de répondre aux limites du cadre réglementaire actuel. Depuis 2001 et afin de prendre en compte les mutations sectorielles, la BCEAO a travaillé en concertation avec différents acteurs sur la refonte de la loi PARMEC, donnant naissance à la nouvelle loi votée par le conseil des ministres de l'UEMOA et en attente de ratification et promulgation au sein des huit Etats de l'Union.

Cette nouvelle loi a pour objectifs premiers l'assainissement du secteur et son renforcement par :

- La suppression des GEC (Groupement d'Epargne et de Crédit), organisations informelles et non régies par la loi qui fonctionne sur le modèle mutualiste.
- Faciliter les rapprochements entre mutuelles pour favoriser les synergies et donner naissance à des entités plus viables.
- Toutes les IMF devront être affiliées à leur association professionnelle nationale.
- L'extension du champ d'application de la loi en vigueur aux autres formes juridiques (sociétés et associations).
- Obligation aux IMF d'une certaine taille de faire certifier leurs comptes.
- Optimisation des règles prudentielles.

3. Taux de change au 31/12/07 : 1 US\$ = 454,63 FCFA

4. Source: BCEAO

Cette liste est non exhaustive en attendant la parution officielle des textes définitifs régissant la nouvelle loi. Les changements devraient, dans une certaine mesure, permettre au secteur de se consolider, d'accroître sa professionnalisation et d'impulser l'émergence des structures à caractères lucratifs de type S.A (Société Anonyme) ou SARL (Société à Responsabilité Limitée).

Analyse

Echelle et portée

L'activité épargne est, cette année encore, en nette progression avec une croissance de 37% en volume et 13% en nombre d'épargnants.

Le haut du marché, composé essentiellement des réseaux mutualistes (ainsi que quelques ONG autorisées à capter l'épargne) et représenté par le groupe de pairs « UEMOA large » (plus de 30 000 emprunteurs), continuent de développer l'activité épargne tant en terme de volume collecté (+ 57,7%) que d'épargnants touchés (32,6%). Cette tendance est inversée pour le groupe de pairs « UEMOA petite » (moins de 10 000 emprunteurs) qui recule de 7,4% et 0,3% en volume collecté et portée. Ce constat vient étayer un des objectifs de la nouvelle législation qui rentrera prochainement en vigueur à savoir le rapprochement des mutuelles afin de former des entités de taille plus importante. Ceci devrait favoriser le développement des activités, les économies d'échelle au bénéfice de performances accrues.

Evolution des emprunts

Après l'Afrique de l'Est, qui compte en médiane 16 885 emprunteurs par IMF, la zone UEMOA se positionne à la seconde place des régions africaines avec 12 170 emprunteurs, loin devant le groupe de pair 'Afrique sans UEMOA' qui est à 9 575 emprunteurs (avec une médiane mondiale de 11 040).

A l'instar de l'activité épargne, le portefeuille de prêts évolue plus rapidement (+29%) que le nombre d'emprunteurs qui lui est rattaché (+7%).

L'ensemble des sous groupes de pairs « portée » voit leur volume d'encours de prêts s'accroître avec la plus forte progression pour le groupe de pairs « petite portée » qui a plus que doublé passant en médiane de 367 183 600 FCFA (710 000 \$US) à 704 676 500 FCFA (1 550 000 \$US). Cependant, on

note une baisse du nombre d'emprunteurs seulement au sein du groupe « IMF large portée » en recul de 12% et qui marque pour la première fois une tendance négative au sein de cette catégorie. Certaines IMF de ce groupe, et principalement au Mali, ont vu leur portefeuille se dégrader sur certains produits offerts et ont préféré par principe de prudence, arrêter l'octroi de ce type de produits. Aussi, le secteur du coton au Mali a traversé en 2007 une crise qui perdure en 2008. La société d'Etat CMDT (Compagnie Malienne de Développement du Textile) qui gère l'achat et la vente du coton de l'ensemble des producteurs accuse des arriérés majeurs de paiement aux agriculteurs cotonniers. En l'attente de la privatisation du secteur qui est en cours et qui devrait améliorer sa santé, les producteurs peinent pour le moment à rembourser leurs emprunts, certains producteurs n'étant toujours pas payés en 2008 pour leur production 2007. Pour ces raisons, les IMF ne souhaitent plus octroyer de crédit à cette filière coton, première production agricole du pays. Aussi, la baisse du nombre de clients s'explique par la volonté de certaines IMF, acteurs majeurs du secteur, de consolider leurs activités par la fermeture de caisses non rentables marquée par une baisse de portée. C'est pourquoi, si l'on exclu de notre échantillon global tendance 2006-2007 les trois IMF maliennes marquées par ces tendances, on note un accroissement de 15% de portée sur l'ensemble de la région.

Il est aussi intéressant de noter qu'au niveau de l'analyse pays du groupe de pairs « IMF large portée » seul les IMF issues du Sénégal ont connu une croissance de 11% de leur portée.

Financement

Alors que les IMF africaines peinent à mobiliser des fonds d'investissements internationaux, leurs pairs de la zone UEMOA se financent essentiellement via les dépôts clients. Sur notre échantillon 2007, l'épargne représente 82% du portefeuille brut de prêts avec un montant total d'épargne volontaire de 218 milliards de FCFA (479 466 000 \$US) avec une médiane de 214 millions de FCFA (471 000 \$US) par IMF. Les structures de financements au sein de la zone UEMOA restent en médiane les mêmes entre 2006 et 2007 et ont pour caractéristique unique par rapport au reste de l'Afrique mais aussi des autres régions du monde de financer près de 60% de leur portefeuille brut de prêts avec la collecte de

l'épargne volontaire (contre 11,8% pour le reste de l'Afrique). La loi PARMEC qui régit le secteur de la microfinance dans la zone UEMOA favorise en effet les IMF de type mutualiste (coopératives) en leur octroyant le droit de mobiliser l'épargne de leurs clients, manne financière à moindre coût pour financer les actifs des institutions.

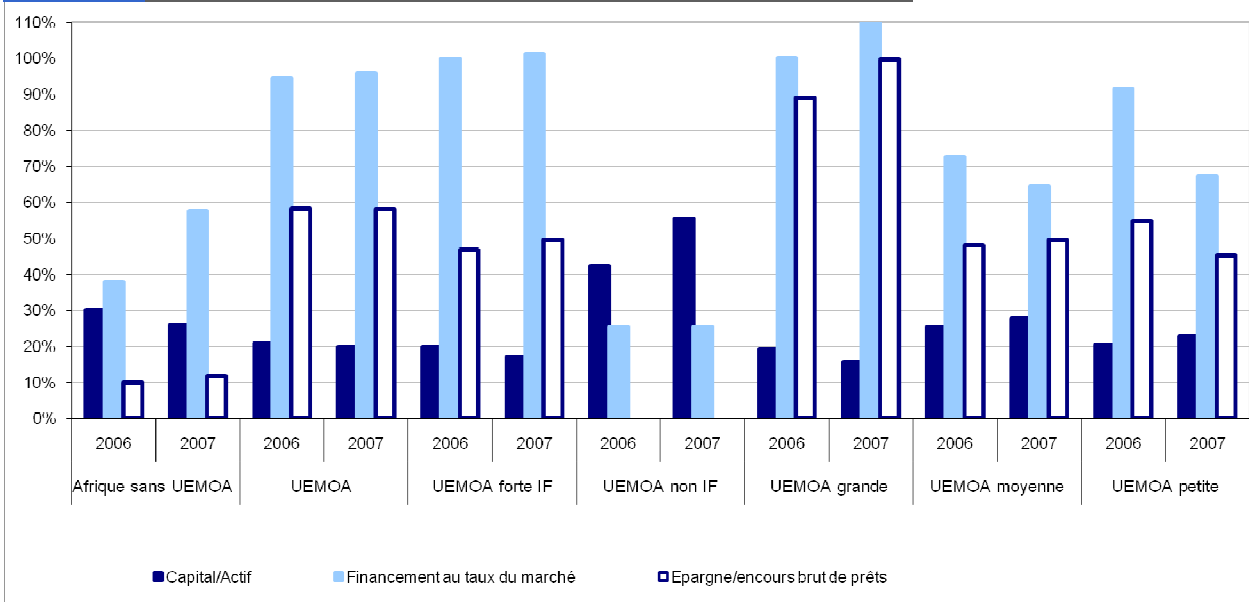
La zone UEMOA attire également de plus en plus les investisseurs même si les conditions d'accessibilité à ces fonds ne sont pas toujours remplies par les IMF demandeuses notamment par le fait que les investissements, de part la nature même des IMF qui sont majoritairement de type mutualistes, ne peuvent s'effectuer que sous forme de prêts. On note cependant ces dernières années l'émergence des IMF de type « institution financière non bancaire » comme les S.A (Société Anonyme) ou SARL (Société Anonyme à Responsabilité Limitée) qui elles, sont à même de part leur structure juridique d'ouvrir leur capital à des investissements en fonds propres. On peut s'attendre à voir ce type de financement se développer dans les années à venir avec l'avènement de la nouvelle législation qui va faciliter la création d'institutions à but lucratif, jusque là en marge du secteur.

Au sein de notre échantillon 2007, 23 IMF bénéficient fin 2007 d'un montant global de 63,7 milliards

de FCFA de prêts. Entre 2006 et 2007, le volume d'emprunts à taux commerciaux reste stable et d'un montant global d'encours de 41 milliards de FCFA sur notre échantillon de tendances. Au niveau des emprunts à taux concessionnels, la tendance est à la hausse passant de 9 à 12 milliards. Cette évolution est seulement le fait d'un pays, le Bénin, qui continue de voir le secteur de la microfinance appuyé financièrement via des prêts à taux préférentiels et destinés aux IMF leaders pour financer leurs activités à moindre coûts dans un secteur où la délinquance du portefeuille de prêts reste élevée.

Le groupe de pairs « IMF de taille moyenne » (**graphique 1**) qui touche entre 10 000 et 30 000 emprunteurs pâtit d'un manque de ressources financières, les handicapant dans le développement de leurs activités et dans l'accession à la rentabilité. Malgré une croissance à la fois du portefeuille brut de prêt et d'épargne collectée en volume et en nombre de clients (exception faite pour les épargnants pour lesquels on note un léger recul), les investisseurs sont toujours plus réticents à se tourner vers ces IMF et continuent de privilégier le segment supérieur qui offre généralement de meilleures garanties de retour sur investissement. Avec un ratio de « financement au taux du marché » passant de 72,4% en 2006 à 64,4% en 2007, l'effet de levier de ce fait amoindri, ne permet pas à ces IMF d'améliorer leurs performances financières.

Graphique 1 Modes de financement en Afrique



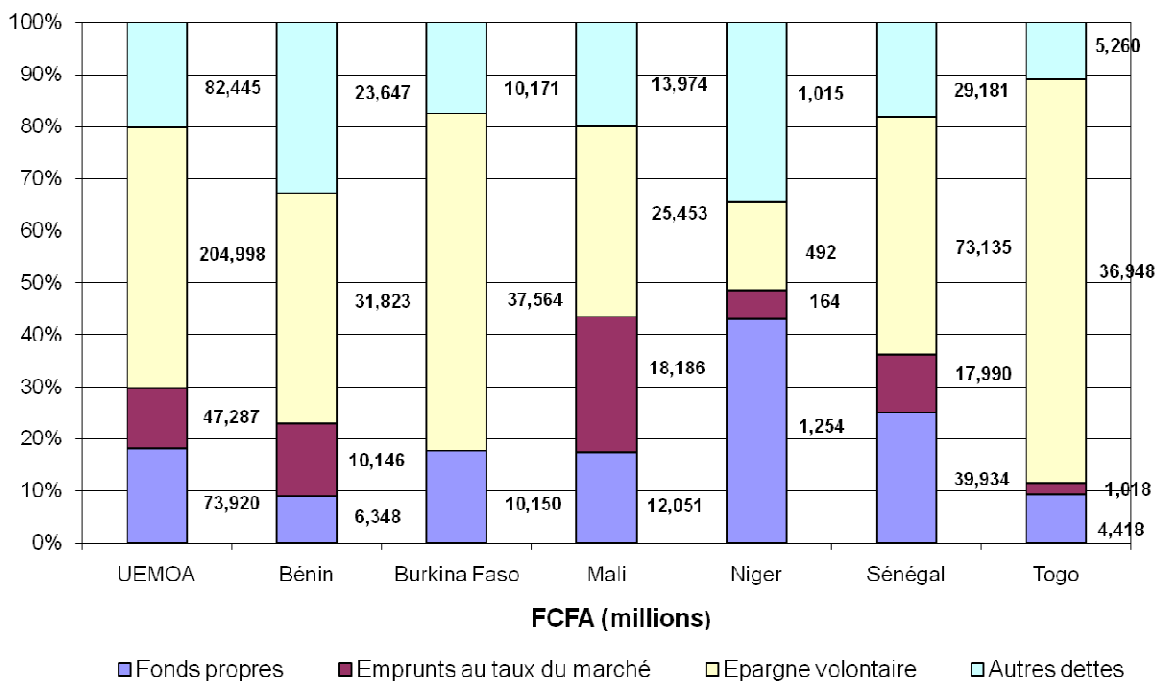
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

Au niveau de l'étude pays, le Mali est le seul de ce groupe de pairs à financer en médiane l'intégralité de son portefeuille de prêts à partir de ses dettes au taux du marché, à savoir des dépôts et des emprunts à taux commerciaux. Ce constat est à mettre en corrélation avec le niveau d'investissement des investisseurs et bailleurs du secteur au Mali qui reste le plus important dans la région. Le **graphique 2** vient corroborer ces propos: le secteur malien finance 26% de ses activités à partir des emprunts aux taux de marché contre 14% et 11% pour le Bénin et le Sénégal et bien largement au dessus de l'ensemble de la zone UEMOA et de l'Afrique (12% et 9% respectivement). Sur l'ensemble de notre échantillon, 50% du financement provient de la collecte de l'épargne volontaire, ressource à moindre coût puisque non rémunérée ou rémunérée à faibles taux. Le secteur de la microfinance au Togo qui attire jusque là peu de partenaires financiers (2% de dettes au taux du marché) finance ses activités à hauteur de 78% avec la collecte d'épargne. Cette situation ne permet pas de bénéficier d'un effet de levier impulsé par des lignes de crédits et s'avère risquée mettant en danger la pérennité des IMF en cas de retraits massifs de l'épargne client.

Le **graphique 3** représente la répartition de ces investissements par type d'investisseurs, ou le financement local, notamment par le secteur bancaire, domine. Il est intéressant de noter que 43% de ces fonds proviennent du système bancaire privé (banques commerciales), première catégorie de bailleurs, suivi par les institutions financières de développement (23%) et les banques publiques (15%) représentant 80% du total des fonds prêtés. Les 20% restants sont issus principalement des catégories « ONG/fondation » et « gouvernement ». Les fonds d'investissements axés essentiellement sur les investissements en fonds propres n'ont, de part la prédominance d'IMF de type mutualistes, que peu de latitude pour travailler dans la région à l'image des 1% d'investissements cumulés.

Les taux d'intérêt pratiqués dans la région varient de 0 à 10,80% avec une moyenne pondérée de 8% (**graphique 4**). Deux catégories d'investisseurs pratiquent ponctuellement des taux préférentiels à 0%. Il s'agit des gouvernements et des ONG/Fondation. Si l'on ne tient pas compte de ce type de crédits à taux nul, ces deux catégories offrent respectivement des taux de 7,9 et 7,3% s'alignant sur les meilleurs taux commerciaux pratiqués dans la région.

Graphique 2 Structure détaillée des modes de financement



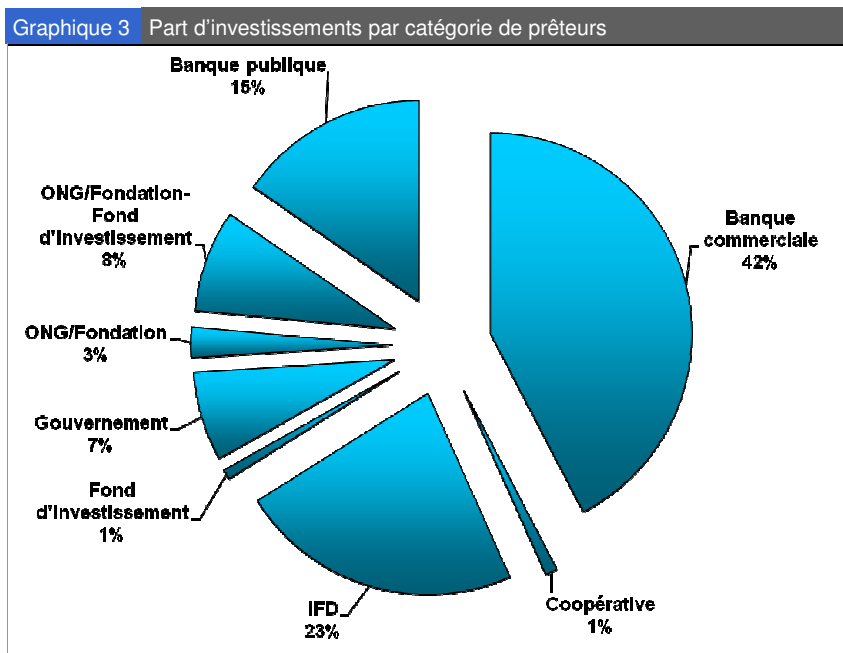
NB : Ces données correspondent à la somme par poste du bilan des IMF de l'échantillon 2007 par pays
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

Performances Disparates

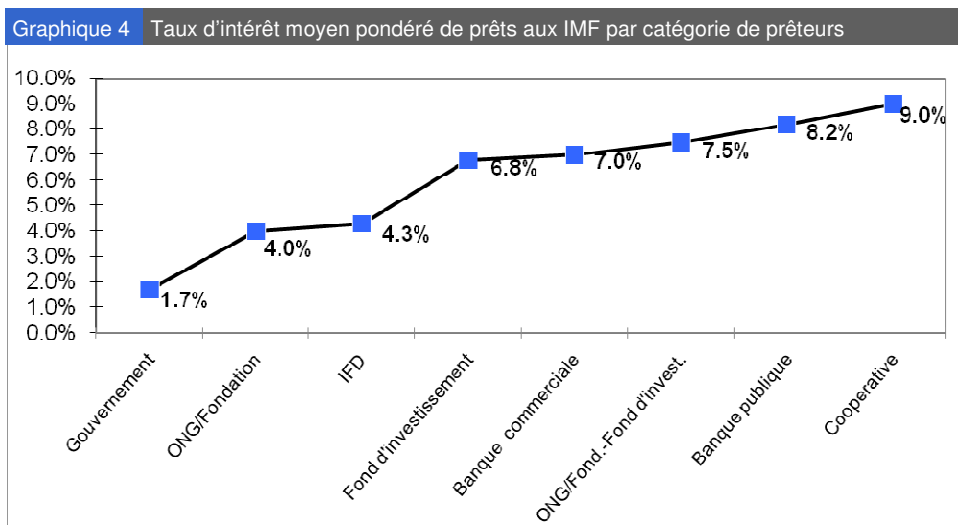
L'échantillon « Afrique sans les pays de la zone UEMOA » se rapproche de la rentabilité avec une croissance de 5,8 points de son autosuffisance financière atteignant 96,2% et ayant pour conséquence un rendement de -1,1% toujours négatif mais en augmentation de 1,6 points. Pour la première fois cette année, la zone UEMOA est moins rentable que

ses pairs africains avec une autosuffisance financière de 95,8% (+ 3 points par rapport à 2006), le rendement de l'actif de la région étant en faible progression passant de -0,8% à -0,75% .

La baisse du portefeuille à risque cumulé à un accroissement du volume d'emprunts a permis à l'ensemble des pays de notre échantillon tendance 2006-2007 d'accroître leurs produits financiers. En pa-



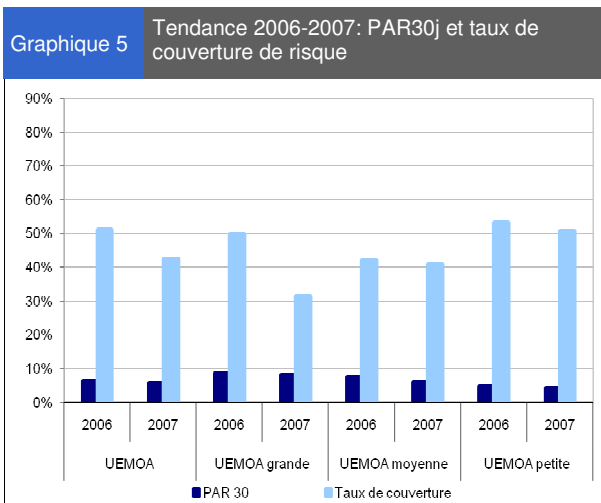
NB : IFD = Institution de Financement du Développement
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.



Source : Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks

rallèle, ce regain d'activité crédit a eu des impacts au niveau des coûts d'exploitation qui sont en croissance générale, exception faite du Togo. Le financement de cette croissance d'activité s'étant effectué à l'aide de l'intensification de collecte d'épargne mais aussi grâce aux fonds de plus en plus disponibles issus de partenaires commerciaux, les charges financières ont cru. Les IMF de la zone UEMOA ne parviennent pas à atteindre l'autonomie financière avec un ratio d'autosuffisance financière de 95,8%. La limitation légale de plafonnement à 27% du taux d'intérêt ne permet pas à certaines IMF en besoin de revenus plus important de financer convenablement leurs activités, mettant en danger la pérennité de leur activité. Aussi, cette région à l'instar de l'ensemble de l'Afrique comporte la plus faible allocation d'encours de prêts à l'actif avec un ratio de seulement 70,2% (59,1% pour l'Afrique sans UEMOA) pour une médiane mondiale de 77,9%. Les IMF devraient donc pouvoir optimiser leurs revenus financiers avec une meilleure politique d'allocation des actifs vers les encours de prêts. Sur notre échantillon de tendance pays, le Sénégal est le seul à montrer un rendement positif même si il est en baisse passant de 2,5% à 1,4%. La faible augmentation des produits financiers ne permet pas de couvrir les surplus de charges d'exploitation, conséquence du développement des activités (ouvertures de nouvelles caisses, embauche de personnel, formations).

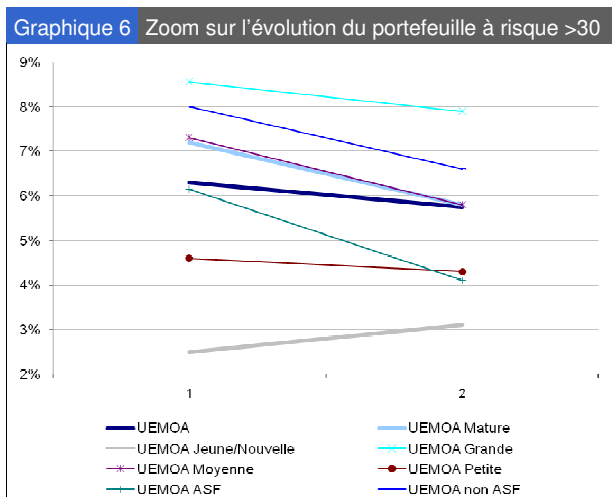
Le secteur béninois, quant à lui, se remet progressivement de la crise économique de 2005 qui a fortement impacté sur les performances des IMF qui ont subi une dégradation sans précédent de leur portefeuille de prêts. Même si le niveau de revenus financiers reste le plus bas de notre échantillon pays et en baisse en 2007 en raison d'une diminution de 8% de portefeuille de prêts en volume, le fort recul des charges de provisions (de 8,9% en 2006 à 1,7% en 2007) permet d'accroître de -11,2% à -4,9% le rendement de l'actif. Il semblerait donc que le Bénin soit dans sa phase finale d'assainissement de son portefeuille dégradé. La qualité générale du portefeuille à risque à 30 et 90 jours, malgré des niveaux encore élevés de respectivement 8,4% et 6,4%, est en nette amélioration, confirmant l'assainissement du secteur tout comme le ratio de taux de pertes de prêts qui, après avoir atteint 14% en 2006, chute sous la barre des 1% en 2007. Cette situation devrait donc permettre aux IMF béninoises de développer leurs revenus financiers et retrouver le chemin de la rentabilité dans les années à venir.



NB : Les résultats sont les médianes des groupes de pairs
 Taux de couverture : Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustée/PAR>30jours
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

Tout comme pour le secteur béninois, la tendance générale au niveau de la zone UEMOA est l'amélioration du portefeuille à risque de 8% entre 2006 et 2007 passant de 6,3% à 5,8% (**graphique 5**) mais reste tout de même élevé surtout au regard de la médiane mondiale 2007 située à 2,6% et de ces pairs régionaux dont les performances fluctuent entre 1,15% pour la zone Europe de l'Est et Asie Centrale et 3,2% pour la zone Amérique latine et caraïbes. Cette tendance à la baisse se retrouve dans l'ensemble de nos groupes de pairs 2006-2007 (exception faite du groupe « UEMOA Jeune/Nouvelle ») où la qualité du portefeuille à risque à 30 jours s'est améliorée (**graphique 6**).

En parallèle et cette année encore, les taux de couverture de risque pour la région sont bien en deçà de la médiane mondiale en raison du cadre légal qui n'impose un provisionnement qu'à partir de 90 jours. Avec seulement 51% de taux de couverture sur l'échantillon 2007 la région est, à l'instar de son niveau de portefeuille à risque à 30 jours, en dernière position, la médiane mondiale étant de 86,75%. De plus, sur l'échantillon tendance 2006-2007 la couverture du risque a fortement diminué puisqu'elle passe de 51% à 42,5%. Cette tendance est particulièrement notable chez les IMF matures, à forte intermédiation financière (épargne volontaire/actif total >= 20%) et autosuffisantes financièrement, c'est à dire aux IMF leaders du marché. Cette pratique, dans un contexte de crise économique soutenue peu s'avérer très risquée pour la pérennité de l'insti-



NB : Les résultats sont les médianes des groupes de pairs
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

tution même de grande taille, en particulier pour les mutuelles et coopératives qui seraient probablement obligées de faire face à une forte demande de retrait de l'épargne volontaire des clients, importante source de financement pour cette catégorie d'IMF. Ce risque est d'autant plus avéré chez ces acteurs majeurs (plus de 30 000 emprunteurs) de type mutualiste que leur portefeuille à risque médian à 30 jours de 6,8% est parmi les plus élevés des groupes de pairs.

Conclusion

Malgré un accroissement des charges d'exploitation consécutif au développement des activités, l'amélioration de la qualité du portefeuille et la croissance d'activité ont permis d'améliorer la rentabilité générale du secteur même si celle-ci reste encore déficitaire. Comme on l'a vu pour le Mali et le Bénin, les secteurs nationaux sont aussi fortement dépendants du contexte économique et politique qui peut influencer considérablement sur leurs performances. A l'aide de partenaires internationaux, de nombreux efforts sont en cours afin d'accélérer l'efficacité et la pérennité du secteur. Un des plus importants programmes d'envergure régionale, le projet PRAFIDE (Programme Régional d'Appui à la Finance Décentralisée) à l'initiative de la BCEAO a été élaboré afin de palier aux dysfonctionnements notés dans le secteur. En collaboration avec un groupe de bailleurs internationaux, ce programme prévoit de mettre en place une centrale des risques qui devrait être effective d'ici à 5 ans et prémunir à terme les IMF des clients douteux leur permettant d'assainir leur portefeuille et d'en limiter la délinquance. En complément, un volet d'appui à la fois technique et financier à destination de l'ensemble des associations professionnelles de cette région devrait offrir à ces dernières des bases nouvelles pour renforcer leurs rôles dans le secteur. Enfin, la nouvelle loi qui devrait être promulguée prochainement dans l'ensemble des pays de la zone participera elle aussi à l'assainissement du secteur et à son renforcement en y favorisant une plus grande professionnalisation.

Charles Cordier
Analyste MIX,
Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Collecte et traitement des données

Pour les besoins du benchmarking, le MIX collecte et retrace les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de la microfinance tels qu'ils sont appliqués pour le *MicroBanking Bulletin*. Les données brutes sont collectées auprès des IMF, reformatées selon les normes de présentation et vérifiées à l'aide des états financiers audités, des rapports de rating ou d'autres rapports d'évaluation et de contrôle disponibles. Les

indicateurs de performance sont alors retraités en utilisant les standards du secteur en matière de re-traitement afin d'éliminer les effets des subventions, des différences de politique de provisionnement des créances douteuses, et intégrer l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet de comparer les performances entre les institutions.

MIX remercie les institutions ayant participé aux benchmarks du secteur.

IMF Participantes -- Zone UEMOA

Benchmarks 2007 (37 IMF)
Tendances 2006—2007 (26 IMF) en italique

Bénin	<i>ACFB, Alidé, FECECAM, PADME, Vital Finance, MDB, CMMB, PAPME</i>
Burkina Faso	<i>GRAINE sarl, RCPB</i>
Mali	<i>CVECA Kita/Bafoulabé, Jemeni, Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Miselini, Nyèsigiso, Soro Yiriwaso, Miselini, Piyeli, RMCR</i>
Niger	<i>MECREF, Kokari</i>
Sénégal	<i>ACEP Sénégal, CMS, DJOMEC, MEC FEPRODES, PAMECAS, U-IMCEC, UMECU, Caurie SARL</i>
Togo	<i>APGA, CECA, FECECAV, FUCEC, WAGES, MGPCCK Dekawowo, TIMPAC</i>

Groupe de Pairs	Définition	Description
Rentabilité	UEMOA ASF (13 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $\geq 100\%$
	UEMOA Non ASF (24 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $< 100\%$
Portée	UEMOA petite (16 IMF)	Nombre d'emprunteurs $< 10,000$
	UEMOA moyenne (14 IMF)	Nombre d'emprunteurs $\geq 10,000$ et $\leq 30,000$
	UEMOA grande (7 IMF)	Nombre d'emprunteurs $> 30,000$
Région	Afrique UEMOA (37 IMF)	Pays représentés : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo
	Afrique sans UEMOA (123 IMF)	Pays représentés : Afrique du sud, Angola, Cameroun, Congo, Congo RDC, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Uganda, Zambie
Age	UEMOA Mature (29 IMF)	Age IMF ≥ 8 ans
	UEMOA Jeune/Nouvelle (8 IMF)	Age IMF < 8 ans
Intermédiation financière	UEMOA forte IF (26 IMF)	Epargne volontaire/ Actif total $\geq 20\%$
	UEMOA faible IF (7 IMF)	Epargne volontaire/ Actif total > 0 et $< 20\%$
	UEMOA non IF (4 IMF)	Epargne volontaire/ Actif total = 0

Définitions des Indicateurs

CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Nombre d'IMF	Effectifs du groupe
Age	Années d'existence
Total actif	Actif Total, ajusté pour l'inflation, le provisionnement pour prêts irrécouvrables et la radiation de prêts
Bureaux	Nombre (incluant le siège)
Effectifs du personnel	Nombre total d'employés

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Capital/ Actif	Total fonds propres ajustés/ Total actif ajusté
Financement au taux du marché	Total dettes au «Taux du marché »/ Encours brut de prêts
Ratio Dettes/ Fonds Propres	Total dettes, ajusté/ Total fonds propres, ajusté
Épargne sur encours de prêts	Épargne volontaire/ Encours brut de prêts, ajusté
Épargne sur actif total	Épargne volontaire/ Total actif, ajusté
Encours de prêts sur actif total	Encours brut de prêts, ajusté/ Total de l'actif, ajusté

INDICATEURS DE PORTÉE

Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre d'emprunteurs avec un prêt en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs actifs femmes/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Nombre de crédits en cours	Nombre de prêts en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Solde moyen de crédit par emprunteur	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur, ajusté/ PNB par habitant
Solde de prêt moyen	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre de prêts en cours, ajusté
Solde de crédit moyen/ RNB par habitant	Solde de prêt moyen, ajusté/ PNB par habitant
Nombre d'épargnants volontaires	Nombre d'épargnants avec des comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Nombre de comptes d'épargne volontaire	Nombre de comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Épargne volontaire	Total des comptes d'épargne volontaire à vue et à terme
Montant moyen d'épargne par épargnant	Épargne volontaire/ Nombre d'épargnants volont.
Montant d'épargne moyen	Total de l'épargne volontaire/ Nombre de comptes d'épargne volontaire

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

PNB par habitant	Dollars US
Taux de croissance du PIB	Moyenne annuelle
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	%
Taux d'inflation	%
Pénétration des circuits financiers	M3/PIB

PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

Rendement de l'actif	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen de l'actif
Rendement des fonds propres	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle	Produits financiers/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Prov. pour prêts irrécouv. + Ch. d'exploitation)
Auto-suffisance financière	Produits financiers, ajustés/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ratio des produits financiers sur actif	Produits financiers, ajustés/ Actif moyen
Marge bénéficiaire	Résultat opérationnel, ajusté/ Produits financiers, ajustés
Rendement nominal du portefeuille brut	Intérêts, frais et commissions perçus sur le portefeuille de crédits/ Encours de crédits brut moyen, retraité
Rendement réel du portefeuille brut	(Rendement nominal du portefeuille brut - Taux d'inflation)/ (1 + Taux d'inflation)

CHARGES D'EXPLOITATION

Ratio de ch. totales à l'actif	(Ch. financières + Dotations nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. financières à l'actif	Ch. financières retraitées/ Actif moyen, retraité
Ratio de dotations aux provisions pour prêts irrécouvrables	Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'exploitation à l'actif	Charges d'exploitation, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. de personnel	Ch. de personnel, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. administratives	Ch. administratives, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'ajustement	(Résultat opérationnel, ajusté - Résultat opérationnel non-ajusté)/ Actif moyen

EFFICIENCE

Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	Charges d'exploitation, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	Ch. de personnel, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Salaires moyen/ PNB par habitant	Montant moyen des ch. de personnel, ajusté/ PNB par habitant
Coût par emprunteur	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen d'emprunteurs actifs, ajusté
Coût par prêt	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen de prêts en cours, ajusté

Définitions des Indicateurs

PRODUCTIVITÉ

Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Effectifs du personnel
Prêts par effectif du personnel	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Effectifs du personnel
Emprunteurs par agent de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Prêts par agent de crédit	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Epargnants volontaires par effectif du personnel	Nombre d'épargnants vol./ Effectifs du personnel
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	Nombre de comptes d'épargne vol./ Effectifs du personnel
Distribution du personnel	Nombre d'agents de crédit/ Effectifs du personnel

RISQUES ET LIQUIDITÉ

Portefeuille à risque > 30 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 30 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Portefeuille à risque > 90 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 90 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Taux de radiation de prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée/ Encours brut moyen de prêts
Taux de pertes sur prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée et diminuée des reprises de capital/ Encours brut moyen de prêts
Taux de couverture du risque	Provision pour prêts irrécouvrables, ajustée/ PAR > 30 jours
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	Caisses et disponibilités bancaires/ Total actif, retraité
Ratio de liquidité générale	Actif à court terme/ Passif à court terme

NOTE

Décembre 2008

UEMOA

	RÉGION		AGE		INTERMÉDIATION FINANCIÈRE		
	Afrique sans UEMOA	UEMOA	UEMOA mature	UEMOA jeune/nouvelle	UEMOA forte IF	UEMOA faible IF	UEMOA non IF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES							
Nombre d'IMF	122	37	29	8	26	7	4
Age	9	12	13	5	12	8	14
Actif, Total	4,700,257	5,610,234	5,743,105	4,998,849	7,160,756	3,141,974	5,952,908
Bureaux	10	13	17	11	21	8	11
Effectifs du personnel	94	59	84	54	92	56	54
STRUCTURE DE FINANCEMENT							
Capital/ Actif	26.0%	20.9%	18.4%	35.2%	18.2%	21.5%	50.7%
Financement au taux du marché	57.6%	77.7%	93.6%	57.4%	97.7%	29.9%	19.1%
Dettes sur fonds propres	2.699	2.961	3.784	1.843	4.045	1.086	0.9905
Épargne sur encours de prêts	11.8%	54.5%	59.4%	40.1%	67.4%	16.5%	0.0%
Épargne sur actif total	7.7%	33.8%	40.1%	27.1%	49.5%	13.0%	0.0%
Encours de prêts sur actif total	59.1%	70.2%	68.8%	71.6%	66.9%	78.9%	69.2%
INDICATEURS DE PORTÉE							
Nombre d'emprunteurs actifs	9,575	12,170	12,170	9,904	10,076	12,213	19,967
Pourcentage d'emprunteurs femmes	60%	56.8%	56.8%	70.5%	43.9%	63.7%	74.8%
Nombre de prêts en cours	9,611	12,170	12,170	9,904	10,076	12,213	19,967
Encours brut de prêts	2,497,062	4,046,579	4,408,870	3,651,586	5,332,061	2,584,810	4,779,774
Solde moyen de prêt par emprunteur	272	531	650	273	591	269	507
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	64.4%	112.3%	133.3%	41.4%	122.8%	56.1%	110.2%
Solde de prêt moyen	272	531	650	273	591	269	507
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	63.9%	112.3%	133.3%	41.4%	122.8%	56.1%	110.2%
Nombre d'épargnants volontaires	2,345	7,575	9,745	6,143	14,000	1,437	0
Nombre de comptes d'épargne volontaire	2,345	7,575	9,745	6,143	14,000	1,437	0
Épargne volontaire	245,274	1,168,103	1,168,103	1,353,015	2,591,065	478,958	0
Montant moyen d'épargne par épargnant	121	172	172	166	167	177	0
Montant d'épargne moyen	110	172	172	166	167	177	0
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES							
PNB par habitant	580	488	488	490	474	440	515
Taux de croissance du PIB	6.4%	6.4%	6.4%	6.4%	6.4%	6.4%	6.4%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	9.2%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'inflation	9.8%	1.3%	1.3%	1.4%	1.4%	1.4%	0.7%
Pénétration des circuits financiers	32.0%	29.1%	29.1%	31.3%	29.1%	33.4%	24.1%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE							
Rendement de l'actif	-1.1%	-1.4%	-0.7%	-5.1%	-1.2%	-2.3%	-0.6%
Rendement des fonds propres	-2.3%	-4.2%	0.2%	-12.1%	-4.2%	-5.2%	-2.0%
Auto-suffisance opérationnelle	111.5%	99.6%	103.6%	90.2%	98.2%	90.1%	105.9%
Auto-suffisance financière	96.2%	91.3%	96.4%	77.6%	92.5%	81.7%	96.0%
PRODUITS D'EXPLOITATION							
Ratio des produits financiers	24.2%	16.7%	16.7%	16.8%	17.8%	15.7%	16.1%
Marge bénéficiaire	-3.9%	-9.5%	-3.8%	-29.1%	-8.2%	-22.3%	-4.5%
Rendement nominal du portefeuille brut	40.3%	20.7%	20.7%	17.4%	20.9%	13.8%	21.1%
Rendement réel du portefeuille brut	28.0%	17.7%	18.0%	11.4%	17.9%	12.7%	20.4%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Ratio de ch. totales	31.3%	19.3%	18.3%	22.2%	20.7%	17.4%	16.3%
Ratio de ch. financières	5.8%	2.4%	2.4%	2.0%	2.4%	3.5%	1.6%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	2.0%	2.0%	2.2%	1.0%	1.9%	2.3%	3.2%
Ratio de ch. d'exploitation	19.4%	14.0%	12.3%	17.9%	14.9%	11.7%	11.3%
Ratio de ch. de personnel	9.6%	5.2%	4.8%	7.5%	5.3%	4.8%	5.5%
Ratio de ch. administratives	10.0%	8.0%	7.5%	10.1%	8.4%	7.3%	5.9%
Ratio de ch. d'ajustement	2.8%	1.4%	1.5%	1.1%	1.5%	1.2%	1.9%
EFFICIENCE							
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	38.9%	20.8%	17.8%	25.1%	22.4%	15.8%	15.9%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	18.8%	7.0%	7.0%	12.0%	7.4%	6.0%	7.6%
Salaire moyen/ PNB par habitant	10	11	12	10	12	7	19
Coût par emprunteur	116	101	105	68	114	42	63
Coût par prêt	115	101	105	68	114	42	60
PRODUCTIVITÉ							
Emprunteurs par effectif du personnel	124	128	120	262	96	172	341
Prêts par effectif du personnel	125	136	128	262	104	172	341
Emprunteurs par agent de crédit	227	280	278	420	190	362	578
Prêts par agent de crédit	227	280	278	420	195	362	578
Épargnants volontaires par effectif du personnel	38	221	221	139	302	42	0
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	38	221	221	139	302	42	0
Distribution du personnel	57.1%	53.3%	47.6%	59.3%	53.0%	54.9%	54.8%
RISQUES ET LIQUIDITÉ							
Portefeuille à risque > 30 jours	4.4%	5.8%	5.9%	3.2%	6.0%	4.0%	7.5%
Portefeuille à risque > 90 jours	1.7%	3.7%	3.8%	2.5%	4.1%	2.9%	4.4%
Taux de radiation de prêts	2.1%	1.8%	2.0%	0.8%	1.8%	1.8%	3.8%
Taux de pertes sur prêts	1.8%	1.6%	1.7%	0.2%	1.6%	1.8%	3.8%
Taux de couverture du risque	65.5%	50.8%	42.7%	53.0%	42.7%	53.0%	46.9%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	14.8%	9.1%	8.4%	14.7%	9.4%	9.3%	8.4%

UEMOA

	PORTÉE			RENTABILITÉ	
	Afrique Grande	Afrique Moyenne	Afrique Petite	ASF	non ASF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES					
Nombre d'IMF	7	14	16	13	24
Age	20	14	11	13	12
Actif, Total	72,173,983	7,160,756	2,027,541	5,610,234	7,008,916
Bureaux	107	23	6	17	12
Effectifs du personnel	577	70	32	84	58
STRUCTURE DE FINANCEMENT					
Capital/ Actif	15.7%	30.9%	22.0%	25.2%	19.2%
Financement au taux du marché	108.8%	53.2%	73.3%	70.3%	92.0%
Dettes sur fonds propres	4.577	1.4895	3.6335	2.961	3.0095
Épargne sur encours de prêts	99.6%	31.7%	50.5%	44.9%	56.7%
Épargne sur actif total	58.6%	22.2%	30.6%	31.7%	38.1%
Encours de prêts sur actif total	62.1%	75.4%	71.1%	70.5%	68.9%
INDICATEURS DE PORTÉE					
Nombre d'emprunteurs actifs	60,531	15,323	3,578	12,908	11,569
Pourcentage d'emprunteurs femmes	40.0%	71.2%	43.9%	63.7%	44.5%
Nombre de prêts en cours	74,955	15,323	3,578	12,908	11,569
Encours brut de prêts	40,310,825	5,150,915	1,552,169	4,046,579	5,003,469
Solde moyen de prêt par emprunteur	854	273	721	650	513
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	150.2%	70.9%	134.1%	133.3%	101.4%
Solde de prêt moyen	854	273	721	650	513
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	150.2%	70.9%	134.1%	133.3%	101.4%
Nombre d'épargnants volontaires	261,601	10,675	3,858	11,062	6,722
Nombre de comptes d'épargne volontaire	290,742	10,675	3,858	11,062	6,722
Épargne volontaire	67,090,203	1,919,285	488,218	1,168,103	1,395,777
Montant moyen d'épargne par épargnant	173	170	201	201	167
Montant d'épargne moyen	173	170	201	201	167
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES					
PNB par habitant	460	465	488	488	474
Taux de croissance du PIB	5.0%	4.1%	3.3%	3.3%	4.1%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'inflation	1.4%	1.4%	1.3%	1.4%	1.3%
Pénétration des circuits financiers	29.1%	29.1%	29.1%	29.1%	29.1%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE					
Rendement de l'actif	-0.5%	-2.5%	-1.6%	2.1%	-4.6%
Rendement des fonds propres	0.2%	-2.0%	-6.8%	7.5%	-11.1%
Auto-suffisance opérationnelle	99.7%	94.1%	101.3%	128.0%	90.2%
Auto-suffisance financière	97.9%	87.5%	91.4%	112.3%	78.0%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ratio des produits financiers	15.5%	16.2%	19.1%	19.2%	15.8%
Marge bénéficiaire	-2.2%	-14.5%	-9.6%	10.9%	-28.4%
Rendement nominal du portefeuille brut	19.5%	21.0%	20.5%	21.3%	19.7%
Rendement réel du portefeuille brut	16.8%	17.0%	19.1%	18.6%	17.2%
CHARGES D'EXPLOITATION					
Ratio de ch. totales	16.5%	19.5%	21.7%	16.1%	21.8%
Ratio de ch. financières	1.9%	3.0%	2.4%	2.1%	2.4%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	1.0%	1.9%	2.3%	2.0%	2.1%
Ratio de ch. d'exploitation	12.2%	16.1%	12.0%	11.0%	16.1%
Ratio de ch. de personnel	5.5%	5.7%	4.6%	4.8%	5.9%
Ratio de ch. administratives	6.5%	8.9%	8.1%	6.2%	9.1%
Ratio de ch. d'ajustement	0.7%	1.4%	1.6%	1.4%	1.4%
EFFICIENCE					
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	20.6%	22.9%	19.5%	15.3%	23.8%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	8.1%	7.9%	6.6%	6.6%	8.1%
Salaire moyen/ PNB par habitant	12	12	8	12	10
Coût par emprunteur	101	61	140	105	97
Coût par prêt	101	61	140	105	97
PRODUCTIVITÉ					
Emprunteurs par effectif du personnel	136	223	71	128	128
Prêts par effectif du personnel	143	223	71	143	128
Emprunteurs par agent de crédit	180	427	180	533	216
Prêts par agent de crédit	190	427	180	533	216
Épargnants volontaires par effectif du personnel	406	124	219	220	222
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	535	124	219	220	222
Distribution du personnel	71.1%	58.4%	35.4%	38.8%	58.4%
RISQUES ET LIQUIDITÉ					
Portefeuille à risque > 30 jours	7.9%	5.9%	4.8%	4.2%	6.6%
Portefeuille à risque > 90 jours	3.8%	3.6%	3.7%	2.7%	4.9%
Taux de radiation de prêts	2.1%	1.6%	2.0%	1.5%	1.9%
Taux de pertes sur prêts	1.7%	1.0%	1.7%	1.5%	1.7%
Taux de couverture du risque	31.4%	40.7%	54.0%	37.5%	53.0%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	13.3%	8.6%	8.5%	8.1%	9.9%

Rapports 2008 du MIX

Cette publication fait partie d'une série de rapports de benchmarks régionaux produit par le Microfinance Information Exchange (MIX):

- Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance en Afrique
- Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance en Asie
- Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance en Afrique du Nord et Moyen Orient
- Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance en Amérique Latine
- Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance en Europe de l'Est et Asie Centrale
- Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance en Zone UEMOA

Les rapports régionaux se basent sur les informations 2007 collectées auprès institutions de microfinance localisées en Afrique sub-saharienne, Europe de l'Est et Asie Centrale, Amérique Latine et Caraïbes, Afrique du Nord et Moyen Orient. De part son échantillon et sa portée, cette série de rapports sur les performances du secteur de la microfinance dans le monde est à ce jour la plus aboutie. Pour visionner les autres rapports régionaux et publications du MIX, merci de visiter notre site web www.themix.org.

MIX est le premier fournisseur d'information sur les performances et les acteurs du secteur de la microfinance. Sa mission étant de renforcer le secteur de la Microfinance, le MIX fournit des informations détaillées sur les différents acteurs du secteur que sont les IMF, les bailleurs et investisseurs et les réseaux et associations professionnelles via sa plateforme d'échange d'information MIX Market et ses parutions de rapports benchmarks comme le MicroBanking Bulletin (MBB).

MIX est une ONG fondée par le CGAP (the Consultative Group to Assist the Poor) et financée par le CGAP, la Citi fondation, la Deutsche Bank Americas Foundation, Omidyar Network, l'Open Society Institute & the Soros Economic Development Fund, la Rockdale fondation et autres.



www.themix.org

E-mail: Info@themix.org; ccordier@themix.org